



## **Non à la 3<sup>ème</sup> guerre au Congo : l'Union européenne doit augmenter la pression sur le Rwanda !**

Le 24 novembre dernier, des officiels rwandais ont annoncé aux ambassades britannique et américaine à Kigali ainsi qu'à l'envoyé spécial des Nations Unies à Kinshasa l'intention de leur pays de franchir la frontière pour traquer sur le sol congolais les rebelles des FDLR qui menacent régulièrement leur sécurité nationale en procédant à des incursions meurtrières. Malgré les concertations organisées à la hâte durant le week-end des 27 et 28 novembre en marge du sommet de la Francophonie à Ouagadougou et les mises en garde véhémentes de plusieurs chancelleries occidentales et de la MONUC (force de maintien de la paix de l'ONU en RD Congo), le ton n'est pas à l'apaisement. Le gouvernement du Président Kabila a en effet annoncé son intention de mobiliser près de 10.000 hommes pour protéger sa frontière, et de considérer toute incursion de l'armée rwandaise comme une déclaration de guerre.

**EurAC**, le réseau européen des organisations non-gouvernementales de coopération et de solidarité actives en Afrique centrale,

- **exprime sa stupéfaction et son inquiétude** par rapport à ces menaces rwandaises et l'apparent manque de sincérité des autorités de ce pays moins de 4 jours après sa signature de la Déclaration de Dar es Salaam qui clôturait la Conférence Internationale pour la Paix, la Sécurité, la Démocratie et le Développement de la Région des Grands Lacs. Le principal acquis de cette conférence nous semblait justement être la volonté des pays signataires de prévenir et de régler pacifiquement les conflits dans la Région et d'en faire un espace de paix et de sécurité durable, selon les aspirations de leurs peuples et dans le strict respect des conventions et chartes internationales. Ces menaces interviennent également moins d'un mois après la signature d'un accord tri-partite Rwanda-Ouganda-RDC sur les questions de sécurité et plus spécifiquement sur la neutralisation des groupes armés opérant dans la région ;
- **demande à l'Union européenne et à ses Etats membres de répondre positivement à l'appel de Koffi Annan** en mettant à la disposition de la MONUC des casques bleus bien formés, bien équipés et maîtrisant davantage la langue française ;
- **recommande à ces mêmes Etats de s'assurer que la MONUC**, enfin dotée de moyens humains et logistiques suffisants, agisse avec la détermination nécessaire, pour éviter toute reprise des hostilités dans la zone frontalière entre RDC et Rwanda, pour enquêter sur les

mouvements de troupe, pour désarmer les milices et bandes rebelles et pour apporter, enfin, une sécurité physique aux populations de l'Est de la RD Congo qui vivent dans la terreur et la violence depuis plus de 6 ans. Les premières et les plus nombreuses victimes de cette insécurité demeurent les Congolais, et surtout les Congolaises;

- **exhorte les autorités congolaises** à accélérer la restructuration et l'unification de leurs forces de sécurité et à rétablir l'autorité de l'Etat sur la totalité du territoire national, afin de prévenir les conflits larvés entre régions militaires et le maintien de zones de non-droit et de sanctuaires pour les groupes armés de tout acabit ;
  
- **exige la plus grande fermeté de la part de la communauté internationale**, et en particulier de la part des principaux partenaires du Gouvernement rwandais, par rapport à ces velléités guerrières **et l'invite à soutenir de façon plus volontariste**, notamment en concrétisant ses intentions d'appui financier et logistique, le processus de restructuration de l'armée nationale de la RDC ;
  
- **demande à l'Union européenne** et à ses membres, principaux bailleurs du Rwanda, de veiller au respect par ce dernier des résolutions du Conseil de sécurité et des accords signés avec la RD Congo et les autres pays de la région, en intégrant cette revendication dans le suivi et l'appréciation de leur politique d'aide au gouvernement rwandais et en prenant les sanctions appropriées (suspension de l'aide, refus d'octroi de visa aux personnalités rwandaises...) en cas de mise à exécution de ces menaces.

*EurAC compte 40 organisations membres issues de 11 pays d'Europe (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse) et actives en Afrique centrale dans le domaine de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Elles interviennent le plus souvent en soutenant l'action de leurs partenaires locaux, dans des domaines aussi variés que l'éducation à la paix, l'auto-suffisance alimentaire, le renforcement des organisations de base, l'appui aux associations de femmes, d'agriculteurs, de jeunes, la défense des droits de l'homme, la santé... Ces organisations ont formé ensemble le réseau EurAC afin d'assurer un plaidoyer en faveur de l'Afrique centrale vis-à-vis de l'Union européenne et de ses Etats membres dans les domaines de la politique étrangère et de la coopération au développement, de procurer une information de ses membres et du grand public sur la région des Grands Lacs et de mettre en réseau les initiatives qu'elles soutiennent séparément et ensemble.*

Dans le même temps où ce communiqué est rendu public, un appel est lancé aux organisations qui souhaitent partager ces préoccupations et adhérer à ces revendications.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> décembre 2004

Rue des Tanneurs, 165  
B - 1000 Bruxelles, Belgique  
Tel : +32 (0)2 502 34 02

GSM : +32 (0)497 53 67 37  
e-mail: [arnaud.gorgemans@eurac-network.org](mailto:arnaud.gorgemans@eurac-network.org)